

Macron trace son sillon

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

13 janvier 2017

À l'écoute, accessible, moderne, jeune. Le style Macron a séduit le président du conseil régional qui a décidé de le soutenir à l'occasion de l'élection présidentielle les 22 avril et 6 mai prochains. Selon Ary Chalus, l'ancien ministre de l'économie de François Hollande a intégré les problématiques des DOM et a de sérieuses chances d'être élu.

Ary Chalus : " Je suis en phase avec les idées et convictions d'Emmanuel Macron "

Le Courrier de Guadeloupe : Vous êtes le responsable de la campagne Outre-mer d'Emmanuel Macron, pourquoi avez-vous choisi de le soutenir ?

Ary Chalus : La formulation n'est pas exacte. Je suis son soutien en Guadeloupe. J'ai promis de me mouiller pour lui en Outre-mer. Responsable de la campagne Outre-mer c'est une création des médias. Je l'ai choisi parce que je suis en phase avec ses convictions et ses idées.

Comment s'est établi le contact entre vous ?

Nous nous sommes rencontrés à l'Assemblée nationale. Il m'a dit que mes questions et les positions que je défendais étaient pertinentes. Nous étions notamment d'accord sur la nécessité de supprimer le Régime social des indépendants (RSI).

Selon vous pourquoi Emmanuel Macron vous a choisi, vous Ary Chalus ?

Il a dit publiquement qu'il s'inspirait de la méthode Chalus. Sa volonté est de travailler avec tout le monde. J'ai toujours adopté cette posture. Emmanuel Macron et moi croyons aux mêmes valeurs. Il est accessible. Voyez, il vient de m'envoyer un SMS. Je lis : " Merci pour les deux idées que tu m'as suggérées. Elles sont excellentes. Je les intègre. "

Au-delà des accords politiques ou des convergences d'idées, y a-t-il eu un rapprochement plus convivial ? Tout-à-fait. Nous avons travaillé intensément pendant trois jours en Guyane. Au bout d'un moment je lui ai dit : tu es l'avenir du pays, habille-toi jeune. Il a enlevé veste et cravate.

En quoi serait-il un bon président pour la Guadeloupe ?

Il a promis de nous conserver nos acquis sociaux. Notamment les 40 % de vie chère. Il m'a dit que nous avions droit à une vraie continuité territoriale comme la Corse (les Corses bénéficient d'un tarif préférentiel conséquent lors de leurs déplacements entre leur île et l'Hexagone, ndlr). J'ai réclamé depuis longtemps un Établissement pour l'insertion dans l'emploi (Épide) en Guadeloupe. Nous l'aurons. Les lois qui seront votées au niveau national seront immédiatement applicables en Outre-mer. Notamment celles qui concernent les personnes en situation de handicap. J'annonce que la Région va embaucher d'ici deux mois, 25 personnes en situation de handicap. En revanche, toutes les fois où les lois seront inadaptées à notre réalité nous aurons le droit d'obtenir des dérogations, des adaptations. C'est le cas par exemple de la loi "littoral". Elle ne peut être la même pour nous que celle de l'Hexagone. Nous avons besoin d'aménager notre littoral dans le but de créer des richesses et des emplois.

Vous avez abordé avec Emmanuel Macron le volet développement économique ?

Nous avons évoqué quelques pistes. Il est prévu une coordination des régions Guadeloupe, Martinique et Guyane. Elle présentera au candidat des projets, des orientations, des priorités, des axes de développement économique. En attendant nous avons acté le principe de la production des 100 000 tonnes de bananes. Emmanuel Macron promet aussi l'aide de l'État dans l'octroi de fonds européens, des moyens techniques, humains et administratifs en vue de développer l'économie bleue : aquaculture, élevage de poissons, le bus de mer etc.

Que deviennent les dossiers épineux que sont l'eau et les déchets ?

Nous sommes les premiers responsables. Nous réglerons cela à notre niveau. Concernant les déchets nous avançons. Sur l'eau aussi. Les

solutions dépendent de décisions politiques au niveau de la Guadeloupe. Ces décisions politiques, nous les prendrons.

Lesquelles par exemple ?

Vous les saurez bientôt.

Emmanuel Macron sera-t-il élu président de la République ?

Il a de sérieuses chances. De toute façon c'est quelqu'un qui a un avenir politique national.